



CHAQUE SEMAINE UN EXPERT NOUS ÉCRIT

2025, les médecins en apesanteur sociale



PIERRE MICHELETTI
Médecin, professeur associé à l'IEP de Grenoble et ancien président de Médecins du Monde, il a publié « Afghanistan. Gagner les cœurs et les esprits » (disponible dans la version ebook sur www.pug.fr)

2025, c'est à peu près la date à laquelle sortiront de la faculté les jeunes gens qui, à la prochaine rentrée, s'engageront dans le cursus des études médicales. Les facultés de médecine sont naturellement orientées vers une quête de l'excellence technique et scientifique, sous-tendue par un processus de forte sélection. Mais à quoi serviront demain l'excellence et les performances du système de soins si ces atouts ne sont pas équitablement accessibles à l'ensemble de la population, comme usagère ou comme actrice ? A quoi servira d'avoir élargi le numerus clausus des étudiants admis en deuxième année, si on ne questionne pas qualitativement les aspects politiques et sociaux de cette branche de notre système de santé ? Du point de vue de l'équité, différentes questions méritent examen.

L'une concerne les compétences des jeunes médecins, au sortir de l'université, pour une prise en charge optimum des populations les plus vulnérables et des inégalités sociales de santé, lesquelles se traduisent par de substantielles différences d'espérance de vie selon les catégories socioprofessionnelles. Les ministres de la Santé et de l'Enseignement supérieur, plus directement interpellés, comme la plupart des doyens de facultés de médecine, se disent sensibles et mobilisés. Dès lors, il faut se saisir de la réforme du deuxième cycle en cours et de celle, à venir, du troisième cycle des études de médecine, pour traduire ces préoccupations dans les maquettes pédagogiques des enseignements. Elles en sont aujourd'hui largement absentes. Le sujet des champs disciplinaires qui conduisent à la

sélection des étudiants lors de la Paces (première année commune des études de santé), constitue une autre question. Cette sélection est largement dominée par les sciences dures (physique, chimie, mathématiques...), absolument nécessaires, mais qui laissent très peu de place à des étudiants qui viendraient d'autres filières. Admis en 2^e année, ceux-ci pourraient ensuite acquérir le bagage scientifique complémentaire, indispensable à l'exercice de leur future profession, dans un métissage fécond entre les différents champs disciplinaires. Il faut organiser les conditions de ce métissage. Qui sont d'ailleurs les étudiants qui réussissent aujourd'hui ? Si les facultés de médecine sont de hauts lieux de connaissances scientifiques, elles sont aussi de belles machines à reproduire les élites sociales. Les Trente Glorieuses, alors même que fonctionnait à plein la logique de l'ascenseur social, ont abouti à une démographie médicale dans laquelle 5% des médecins sont enfants d'agriculteurs et 8% fils d'ouvriers. Quels seront ces pourcentages en 2025, après plusieurs années de morosité économique, qui exposent, pour l'heure, une part de la population française à des dynamiques de « descenseur social » ? Il faut instaurer une « égalité des places » autant qu'une « égalité des chances ». L'université ne détient pas, seule, la réponse à ces questions complexes de société. Disons que la logique dans laquelle elle forme les étudiants traduit des symptômes. En l'occurrence ceux d'un métier d'excellence, mais où le corps médical pourrait, à terme, divorcer d'avec le corps social.